

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO (ancien)

Route de Gray
21850 SAINT-APOLLINAIRE

Références : 0005401641/2024-177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement SETEO (ancien) implanté Route de Gray 21850 SAINT-APOLLINAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO (ancien)
- Route de Gray 21850 SAINT-APOLLINAIRE
- Code AIOT : 0005401641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de SAINT-APOLLINAIRE.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie ;
- Consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes spécifiques	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 12.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 11.1 et 14.1	Sans objet
3	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.5	Sans objet
4	Moyens humains	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.5	Sans objet
5	Formation	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.2	Sans objet
6	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour but de vérifier les principales dispositions de l'arrêté préfectoral liés à la collecte, le tri, le transit, le regroupement et le prétraitement de déchets dangereux et non dangereux. Une seule non-conformité relative à la consigne de limitation de consommation d'eau a été relevée. L'exploitant doit s'assurer du respect de l'ensemble de prescriptions applicables sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 11.1 et 14.1
Thème(s) : Autre, Limitation des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements d'eau, quel qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs [...]. La consommation est limitée en volume à 800 m ³ /an. [...]
Constats : Les installations de prélèvements d'eau sont équipées de 4 compteurs d'eau. L'exploitant dispose, via son contrat avec ODIVEA, d'un suivi journalier et mensuel de sa consommation d'eau. Il a été vérifié que l'exploitant respecte la prescription de limitation de sa consommation imposée à 800 m ³ /an sur 3 dernières années : <ul style="list-style-type: none">• pour la période du 03/2023-03/2024 : 639 m³/an;• pour la période du 03/2022-03/2023 : 519 m³/an;• pour la période du 03/2021-03/2022 : 694 m³/an. L'exploitant a fixé un seuil d'alerte de 4 m ³ de consommation hebdomadaire. Si le seuil d'alerte est atteint, un message est envoyé au responsable QSE qui déclenche une multiplication des relevés des compteurs sur le site pour vérifier une éventuelle fuite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 12.3
Thème(s) : Autre, Consignes spécifiques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.
Constats : Une consigne d'utilisation raisonnée de l'eau se trouve dans une formation d'accueil destinée aux nouveaux arrivants (formation mise à jour le 25/10/2023). En revanche, l'exploitant n'a établi aucune consigne concernant la consommation d'eau destinée au personnel permanent du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité 1</u> L'exploitant doit établir, tenir à jour et diffuser aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels
Prescription contrôlée : L'établissement est doté au moins de : <ul style="list-style-type: none">• 2 bornes incendie de débit respectif 110 m³/h situées respectivement à 200 m et 100 m de l'établissement, capables d'assurer un débit simultané de 100 m³/h ;• 2 robinets d'incendie armés ;• 5 extincteurs de 9 kg à eau pulvérisée + additif ;• 1 extincteur de 2 kg à dioxyde de carbone. L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. [...]
Constats : L'établissement est doté aujourd'hui de : <ul style="list-style-type: none">• 2 bornes incendie de débit respectif 110 m³/h situées respectivement à 200 m et 100 m de l'établissement, capables d'assurer un débit simultané de 100 m³/h ;• 2 robinets d'incendie armés ;

- 70 extincteurs, dont les extincteurs à dioxyde de carbone.

La distance des poteaux de l'exploitation a été vérifiée lors de la visite du site. Aucune non-conformité n'a été constaté.

L'exploitant a présenté le protocole de contrôle du débit des deux poteaux d'incendie datant du 26/06/2023.

Le poteau sur le site a été caractérisé par un débit de 140 m³/h et celui sur la voie publique de 122 m³/h.

Par sondage, l'Inspection a vérifié l'accessibilité des deux poteaux et des deux RIA.

Aucune anomalie n'a été constatée le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens humains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens humains

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'une équipe de première intervention composée de 3 personnes.

Constats :

L'exploitant dispose d'une équipe de première intervention composée de 4 personnes. Elles sont nommément désignées dans le document référencé P11I9-F.

Par sondage, les qualifications d'une personne de l'équipe ont été vérifiées :

- formation « équipier de première intervention » réalisée par SI2P le 28/10/2020;
- formation « incendie et extincteurs » réalisée par SI2P le 21/11/2023.

Les formations des 4 personnes de l'équipe de première intervention sont renouvelées tous les 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 32.2

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

Constats :

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement via un tableau de suivi de formation pour l'ensemble du personnel.

Le tableau regroupe les formations :

- des différents types de CACES ;
- de l'habilitation électrique ;

- de l'incendie et des extincteurs ;
- du transport des matières dangereuses – ADR ;
- des Risques chimiques ;
- de l'amiante ;

et la fréquence de recyclage pour ces formations à respecter pour chaque employé en fonction de son poste.

Les entreprises sous-traitantes sont informées sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En effet, l'exploitant transmet aux entreprises sous-traitantes avant le commencement des travaux :

- la formation d'accueil ;
- les consignes Générales de Sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/1998, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles

Prescription contrôlée :

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Constats :

L'installation électrique est contrôlée une fois par an par l'APAVE.

Les rapports de 2022 et 2023 ont été présentés à l'Inspection.

Le dernier rapport de vérification comporte 3 non-conformités (deux dans le bâtiment A et une dans la station de service).

L'exploitant a justifié la levée des non-conformités via le document fourni à la suite de l'intervention de la société TSG Tokheim le 09/08/2023 à la station service et la société Holding Fortin du 12/11/2023 dans le bâtiment A.

Les extincteurs sont vérifiés annuellement.

Les derniers contrôles datent des 27/09/2022 et 17/05/2023. Suite au dernier contrôle, l'exploitant a procédé aux remplacements d'un certain nombre de détecteurs le 07/07/2023. Lors de la visite du site, l'Inspection a identifié, par sondage, un extincteur figurant dans le rapport de "Incendie Protection Sécurité " comme étant à remplacer, ce qui a été effectivement renouvelé le 07/07/2023 (extincteur n° 7).

Les deux RIA du site ont été vérifiés les 27/09/2022 et 17/05/2022 par IPS. Suite au dernier contrôle, les deux appareils ont dû être changés le 03/05/2023 (la vérification lors de la visite du site a été réalisée et les 2 appareils ont bien été renouvelés).

Type de suites proposées : Sans suite